

MESSAGE N° 173 9 décembre 2009
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
la loi sur l'aide sociale (révision et inspection
des dossiers des bénéficiaires)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (révision et inspection des dossiers des bénéficiaires).

Le présent message comprend les points suivants:

1. Contexte
2. Nécessité de procéder à la modification de la LASoc
3. Commentaire des articles
4. Conséquences financières et en personnel

1. CONTEXTE

L'article 12 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (RS 101) prévoit expressément: «Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine». La Constitution cantonale du 16 mai 2004 (RSF 10.1) prévoit à son article 36 al. 1: «Toute personne dans le besoin a le droit d'être logée de manière appropriée, d'obtenir les soins médicaux essentiels et les autres moyens indispensables au maintien de sa dignité». La loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (ci-après LASoc; RSF 831.0.1) définit qu'une «personne est dans le besoin lorsqu'elle éprouve des difficultés sociales ou lorsqu'elle ne peut subvenir à son entretien, d'une manière suffisante ou à temps, par ses propres moyens». Une des tâches des autorités compétentes en matière d'aide sociale (art. 20 al. 1 et art. 21 al. 2 LASoc) est précisément de déterminer l'existence ou non du besoin et d'établir l'éventuelle situation de détresse induisant l'octroi d'une aide matérielle. Les décisions y relatives se basent sur le principe de subsidiarité (art. 5 LASoc) et sur les normes de calcul de l'aide matérielle édictées par le Conseil d'Etat, en tenant compte des normes de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS).

L'aide sociale a connu un développement important au cours de ces dernières années. Plusieurs révisions dans le domaine des assurances sociales ont engendré un report de charges sur l'aide sociale alors que celle-ci devrait, en principe, n'intervenir que subsidiairement. L'aide sociale doit ainsi gérer des cas de plus en plus complexes, ce qui rend le processus de contrôle plus difficile. Par conséquent, le dispositif d'aide sociale doit être adapté pour assurer un meilleur suivi et une prise en charge appropriée, tout en empêchant les fraudes.

Par la prise en considération à la quasi unanimité du postulat N° 2033.08 déposé par le député Eric Collomb et de la motion N° 1055.08 déposée par le député Stéphane Peiry, le Grand Conseil a confirmé la volonté du Conseil d'Etat de se donner les moyens de prévenir et de lutter contre les abus, ainsi que de faciliter la transmission et la collecte d'informations auprès des instances cantonales en vue de procéder à l'examen des revenus et des besoins des personnes faisant appel à l'aide sociale.

La modification partielle de la LASoc se concentre uniquement sur le cadre fixant les moyens de prévention et

de lutte contre les abus dans l'aide sociale. En parallèle, le Conseil d'Etat a décidé d'entreprendre les travaux de modernisation de l'ensemble du dispositif de l'action sociale qui touchent eux les domaines organisationnel et structurel.

La présente modification vise les buts suivants:

- Légitimer l'intervention du réviseur et de l'inspecteur au sein de l'administration cantonale pour effectuer des tâches distinctes de révision et d'inspection dans le domaine de l'aide sociale et fixer le cadre de leurs champs d'activité respectifs;
- Renforcer les principes de subsidiarité et de remboursabilité de l'aide sociale, ainsi que les moyens de contrôle déjà existants;
- Préciser le droit cantonal actuel relatif à la récolte et à la transmission des informations en regard de la législation sur la protection des données;
- Préciser le droit cantonal actuel en matière de dénonciation des infractions pénales.

2. NÉCESSITÉ DE PROCÉDER À LA MODIFICATION DE LA LASOC

Les travaux menés par la Direction de la santé et des affaires sociales en vue d'élaborer le concept de prévention et de lutte contre les abus dans l'aide sociale ont nécessité l'examen des bases légales cantonales connexes, de la législation relative à la protection des données, des législations sur l'aide sociale dans les cantons qui disposent de services d'enquêtes, ainsi que des législations fédérales se rapportant aux questions de surveillance et d'inspection dans le domaine des assurances sociales et du droit du travail.

L'examen de la LASoc à la lumière des éléments précités a montré que la loi actuelle correspond déjà en grande partie aux standards requis: principes régissant l'obligation de renseigner des demandeurs (art. 24 a LASoc), travaux de révision (art. 21 al. 4 LASoc), collecte des données en vue de l'examen de la subsidiarité (art 18a, 24 et 25 LASoc) et protection des données (art. 28 LASoc).

Néanmoins, certaines lacunes ont été constatées. En effet, aucune base légale ne prévoit notamment une réglementation de l'inspection dans le domaine de l'aide sociale si ce n'est les dispositions du Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (ci-après CPJA; RSF 150.1; art. 6 al. 1 let. c et al. 2, 45 et 46). Ainsi, les points suivants rendent nécessaires une modification partielle de la LASoc:

1. Conditions de mise en œuvre des travaux de révision et d'inspection des dossiers des bénéficiaires;
2. Compétences des services et des personnes chargées de la révision et de l'inspection;
3. Collecte et transmission des informations nécessaires à ces travaux et des conséquences de l'intervention;
4. Détermination des instances ayant qualité pour dénoncer les infractions pénales;
5. Clarification et renforcement du principe de subsidiarité de l'aide sociale, ainsi que celui de remboursabilité, notamment en ce qui concerne la subrogation en cas de versements rétroactifs de prestations des assurances sociales, des caisses de compensations ou des tiers.

2.1 Conditions

Afin de respecter les principes de finalité et de proportionnalité inscrits dans la loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données (ci-après LPrD; RSF 17.1; art. 5 et 6 LPrD), il est impératif de déterminer dans quels buts et dans quelles conditions les travaux de révision et d'inspection sont effectués.

Selon le principe de finalité, les travaux de révision et d'inspection ont pour but de constater et de vérifier si les conditions qui déterminent le besoin au sens de l'article 3 LASoc et celles qui régissent le principe de subsidiarité (art. 5 LASoc) sont respectées. Les données personnelles ne sont traitées que dans ce but ou dans un but analogue.

Selon le principe de proportionnalité, les données traitées en vue du but visé ci-dessus sont tout d'abord récoltées auprès des personnes concernées (art. 24 LASoc). Néanmoins, lorsque les autorités compétentes au sens des articles 20 et 21 LASoc s'estiment insuffisamment ou mal renseignées au sens de l'article 24 al. 1 et 3, elles peuvent procéder d'office aux investigations nécessaires. Il convient de clarifier ce principe dans la modification de la loi et de préciser que les travaux de contrôle des dossiers des bénéficiaires constituent par conséquent une mesure de substitution qui intervient en cas de doute concernant la réalisation des conditions d'octroi, de refus, de modification, de suppression ou de remboursement de l'aide matérielle.

2.2 Compétences

La LASoc (art. 21 al. 4 à 6) attribue le pouvoir de surveillance en matière d'aide sociale au Service de l'action sociale (ci-après SASoc). Le SASoc participe à la coordination des services sociaux et veille à ce que les communes, les services sociaux et les commissions sociales assument leurs tâches en matière d'aide sociale.

Le Conseil d'Etat envisage deux façons complémentaires de prévenir les abus et de lutter contre les fraudes dans l'aide sociale. Il s'agit, d'une part, de vérifier la bonne application des normes d'aide sociale pour lutter contre l'octroi de prestations indues et, d'autre part, d'enquêter autour des bénéficiaires, notamment en cas de soupçons d'abus frauduleux. Ce sont deux tâches distinctes. Par conséquent, la modification projetée prévoit que des collaborateurs ou collaboratrices spécialisés du SASoc, à savoir un ou une réviseur-e et un inspecteur ou une inspectrice social-e, exercent, respectivement, les tâches de révision et les tâches d'enquête.

Il est important que les tâches de révision et d'enquête soient effectuées par du personnel qualifié au service de l'Etat. S'atteler à combattre les abus dans l'aide sociale est dans l'intérêt aussi bien des bénéficiaires que des acteurs du dispositif d'aide sociale, respectivement de l'action sociale. Il en va de la crédibilité de l'action des pouvoirs publics et de l'Etat social. Ces mesures garantissent une égalité de traitement entre les services sociaux: ils pourront tous faire appel aux prestations du ou de la réviseur-e et de l'inspecteur ou inspectrice social-e quels que soient leur taille et leurs moyens à disposition.

Considérant que l'autorité administrative procède d'office à l'établissement des faits et aux tâches d'enquêtes y relatives (art. 45 CPJA), que les décisions se rapportant aux demandeurs et bénéficiaires de l'aide sociale au sens de l'article 7 LASoc sont prises par les commissions sociales, et que les tâches d'instruction et de gestion des

dossiers sont exercées par les services sociaux, il convient de modifier la loi afin que l'inspecteur ou inspectrice social-e puisse procéder à l'établissement des faits et effectuer les tâches d'enquêtes qui lui incombent.

Les autorités compétentes peuvent faire appel à l'inspecteur ou l'inspectrice social-e lorsqu'elles ont des soupçons de fraudes ou qu'elles se jugent insuffisamment ou mal renseignées sur la situation des personnes requérantes ou déjà bénéficiaires de l'aide sociale. Il s'agit, au sens de la LASoc, de la Direction, du service social, de la commission sociale et du SASoc.

2.3 Collecte et transmission de données

Compte tenu de la situation personnelle particulière des personnes requérantes ou déjà bénéficiaires de l'aide sociale, il convient de préciser dans la loi révisée que les moyens de preuve les plus intrusifs ne doivent être mis en œuvre que de manière limitée (C. BREITSCHMID, *Verfahren und Rechtsschutz, Grundzüge des Verwaltungsverfahrens, Rechts- und Datenschutz*, in C. HÄFELI (éd.), *Das Schweizerische Sozialhilferecht*, p. 343 ss.). Ainsi, l'inspecteur ou l'inspectrice social-e exerce ses tâches dans le cadre fixé par la loi selon les principes de finalité et de proportionnalité au sens de la législation sur la protection des données.

Par ailleurs, considérant la nature sensible des données personnelles se rapportant aux mesures d'aide sociale (art. 3 let. c 3 LPrD) et les difficultés relatives aux enquêtes en vue de déterminer le besoin et la subsidiarité de l'aide sociale rapportées par la motion N° 1055.08, les dispositions en matière d'obligation de renseigner doivent être adaptées, précisées et renforcées.

Les autorités d'application de la LASoc doivent en effet être en mesure de requérir les informations nécessaires lorsqu'elles s'estiment insuffisamment renseignées sur la situation personnelle ou financière des personnes qui demandent, reçoivent ou ont reçu une aide matérielle. En outre les dispositions légales se doivent de préciser les modalités d'une telle démarche, à savoir la finalité de la collecte des données, les catégories de données collectées ainsi que les instances qui peuvent se les procurer et celles qui peuvent les transmettre. Dans ces conditions, la collecte des informations d'office ou sur requête dans des cas d'espèce est acceptable et possible.

2.4 Dispositions pénales

La présente révision prévoit également d'adapter les dispositions pénales qui pourraient être mises en œuvre dans ce contexte.

Actuellement une plainte pénale peut être déposée par l'autorité compétente (art. 20 et 21 LASoc). Les nouvelles dispositions prévoient désormais expressément que la commission sociale, le service social régional et le Service de l'action sociale peuvent chacun dénoncer un abus d'aide sociale aux autorités de poursuite pénale, qui sont seules compétentes pour qualifier ensuite l'infraction qui a été commise. Si l'abus d'aide sociale peut être assimilé à une infraction pénale plus grave et également poursuivie d'office (escroquerie), une dénonciation pénale sera toujours suffisante selon les règles de procédure usuelles, y compris dans la perspective du nouveau code de procédure pénale suisse. En outre, il apparaît important que la dénonciation émane d'un service social ou de la commis-

sion sociale, afin de préserver au mieux la personnalité du travailleur social.

2.5 Renforcement des principes de subsidiarité et de remboursabilité

Les bases légales actuelles (art. 29 al. 4 LASoc et art. 18 al. 2 RELASoc) ne permettent pas toujours d'obtenir le remboursement de l'aide sociale accordée à titre d'avance notamment sur des prestations d'assurances sociales.

La modification partielle de la loi clarifie les dispositions prévues en matière de subrogation de l'aide sociale [voir par exemple ad art. 85^{bis} Règlement sur l'assurance-invalidité (RAI; RS 830.201)]. De plus, il est proposé d'introduire dans la loi l'inscription d'une hypothèque légale pour garantir le remboursement de l'aide sociale accordée à des personnes qui sont ou deviennent propriétaires de bien immobiliers.

3. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Remarque préalable

Seules sont commentées ci-dessous les modifications ayant une portée matérielle.

Article 21a b) Révision

La personne chargée de la révision veille à la bonne application de la législation sur l'aide sociale, ainsi qu'à la bonne utilisation des ressources octroyées à cet effet par le canton et les communes. Les vérifications effectuées font ensuite l'objet d'un rapport de révision détaillé qui fait état des pièces contrôlées, des éventuelles erreurs constatées et des conséquences. Il est remis à la commission sociale et au service social concerné.

Article 21b c) Inspection

Avant de demander l'intervention de la personne chargée des travaux d'inspection, le service social compétent veillera à collecter en premier lieu les informations dont il a besoin auprès de la personne directement concernée comme cela est le cas actuellement. Le service social ne fera donc appel à l'inspecteur ou l'inspectrice que s'il a un doute quant à la réalisation des conditions d'octroi de l'aide matérielle requise ou déjà obtenue par une personne, sans pouvoir le vérifier lui-même, ou quant à l'utilisation conforme au but des prestations d'aide sociale.

Le plus souvent, les personnes qui commettent des abus le font en trompant l'autorité notamment sur leurs ressources financières, leurs charges, leur état civil et leur situation domiciliaire, ainsi que sur leur capacité de travail et de gain. Par conséquent, l'inspecteur ou l'inspectrice concentrera son activité sur les points susmentionnés. Il appartiendra ensuite au SASoc de signaler les abus aux autorités compétentes en matière d'aide sociale.

L'enquête menée par l'inspecteur ou l'inspectrice sociale est soumise aux principes de proportionnalité et de finalité. Ainsi, les démarches doivent être proportionnées et adaptées en fonction du but visé: vérifier si une personne se trouve dans le besoin et si les conditions d'octroi d'une aide matérielle sont remplies. Il faut éviter de porter inutilement atteinte à la sphère privée des personnes faisant l'objet d'une enquête. L'inspecteur ou l'inspectrice doit donc toujours respecter les principes de proportionnalité

et de finalité pour obtenir les renseignements nécessaires. A ce titre, il ou elle veillera à ne recourir à l'interrogation de tiers, à la filature ou à d'autres formes de surveillance que si aucun autre moyen plus efficace n'est propre à clarifier la situation. En outre, l'inspecteur ou l'inspectrice est tenu-e de respecter les lois en vigueur.

Le Service ne peut transmettre les conclusions du rapport de l'inspecteur ou l'inspectrice social-e à d'autres services de l'Etat que si l'abus est réellement établi.

L'intéressé-e soupçonné-e d'abus doit être informé-e des conclusions du rapport avant qu'une décision ne soit prise à son encontre par l'autorité d'aide sociale, afin de respecter son droit d'être entendu-e, qui comprend notamment le droit de consulter son dossier.

Article 22 al. 3

La Direction est chargée d'émettre un concept qui fixe le cadre de la mise en œuvre des travaux de révision et d'inspection susmentionnés. Sur la base du cahier des charges de chacune des fonctions et en conformité avec la législation sur la protection des données, ce concept déterminera les moyens à disposition du ou de la réviseur-e et de l'inspecteur ou inspectrice pour effectuer leur travail et informer les services de l'Etat de leurs compétences respectives.

Article 24 al. 4

Etant donné que l'article 25 LASoc ne peut pas être opposé systématiquement à toutes personnes détentrices d'informations utiles, notamment à des tiers privés ou à des personnes domiciliées en dehors du canton, il est nécessaire de maintenir dans la loi la possibilité pour les services sociaux de faire signer aux demandeurs ou aux bénéficiaires d'aide sociale une procuration. Cependant, l'étendue de la procuration doit être limitée, dans le sens que les services sociaux ne pourront demander grâce à cette procuration que des informations nécessaires à l'établissement ou à la vérification des ressources financières, des charges courantes, de l'état civil et de la situation domiciliaire, ainsi que de la capacité de travail et de gain des personnes concernées. En outre, il faut rappeler qu'une telle procuration peut être révoquée en tout temps.

Article 25 al. 1 et 2

Cet article constitue une base légale suffisante au sens des articles 9 et 10 de la loi cantonale sur la protection des données pour que les autorités chargées d'appliquer la loi sur l'aide sociale puissent obtenir et communiquer des données personnelles dans le cadre de l'examen des conditions d'octroi de l'aide matérielle. Ainsi, les services de l'Etat, les communes, les assurances sociales ou privées et les caisses de compensation ne pourront pas refuser aux autorités chargées d'appliquer la loi sur l'aide sociale – sous prétexte de la protection des données – de fournir (gratuitement) des renseignements sur des personnes soupçonnées d'abus qui demandent, reçoivent ou ont reçu une aide matérielle.

Article 29 al. 4

Grâce à la subrogation légale, le service social compétent pourra s'adresser directement aux assurances sociales ou privées, ainsi qu'aux caisses de compensation, pour obtenir le versement de prestations allouées rétroactivement

et destinées à couvrir une perte de gain qui a déjà été couverte en totalité ou en partie par une aide matérielle.

Article 31 al. 1

Afin de garantir le remboursement de l'aide matérielle octroyée à une personne propriétaire d'un immeuble, le nouvel article 31 al. 1 LASoc prévoit la possibilité pour l'autorité compétente d'aide sociale de requérir l'inscription au registre foncier d'une hypothèque légale sur ledit immeuble au sens de l'article 836 du code civil suisse (ci-après CC). Cette inscription peut avoir lieu tant que la créance n'est pas prescrite. Dès l'inscription de l'hypothèque, la prescription ne court plus et la créance est rendue imprescriptible (art. 807 CC).

L'inscription au registre foncier se justifie en raison du risque que représente une hypothèque légale pour un acheteur de bonne foi.

L'article 31 al. 2 LASoc précise l'article 29 LASoc, tandis que l'article 31 al. 3 LASoc en fait de même pour l'article 30 LASoc.

Article 37a

Il est arrivé plusieurs fois dans la pratique que la commission sociale et le service social se demandent qui est compétent pour déposer plainte pénale contre l'auteur d'un abus en matière d'aide sociale. Compte tenu du fait que la sanction est prévue ici uniquement par le droit cantonal, conformément à l'article 335 du code pénal suisse (ci-après CP), une dénonciation pénale apparaît suffisante. Ainsi, tant la commission sociale, que le service social régional ou le Service de l'action sociale pourront dénoncer un cas d'abus aux autorités de poursuite pénale. Il convient d'éviter, pour des questions de confiance et de sécurité, que la dénonciation soit faite par la personne en charge du dossier auprès du service social compétent. Une fois saisies par la dénonciation, les autorités pénales disposent alors de moyens d'investigation propres en rien comparables à ceux de l'inspecteur ou inspectrice sociale. En outre, il appartient exclusivement à l'autorité pénale de qualifier l'infraction poursuivie (abus d'aide sociale, escroquerie, etc.). Il faut également relever ici que si l'infraction tombe uniquement sous le coup de l'article 37a LASoc, l'action pénale et la peine se prescrivent par trois ans (art. 109 CP).

4. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Le projet de modification, en particulier la mise en œuvre des pouvoirs effectifs d'intervention qui visent à prévenir et à lutter efficacement contre les abus en matière d'aide sociale, implique de nouvelles tâches pour le Service de l'action sociale.

Il devra à l'avenir procéder à rythme régulier aux révisions des dossiers des bénéficiaires et procéder aux enquêtes en cas de doute concernant la réalisation des conditions d'octroi, de refus, de modification, de suppression ou de remboursement de l'aide matérielle.

Les nouvelles dispositions justifient dès lors la décision déjà prise de renforcer les effectifs en personnel du SASoc. L'augmentation ainsi obtenue se monte à 0,5 EPT pour le poste de réviseur-e et à 1 EPT pour le poste d'inspecteur ou inspectrice social-e. Une période d'évaluation

permettra de déterminer si la dotation en personnel doit encore être modifiée par la suite.

BOTSCHAFT Nr. 173 9. Dezember 2009 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Gesetzesentwurf zur Änderung** **des Sozialhilfegesetzes (Revision und** **Inspektion der Sozialhilfedossiers)**

Hiermit unterbreiten wir Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung des Sozialhilfegesetzes vom 14. November 1991 (Revision und Inspektion der Sozialhilfedossiers).

Diese Botschaft umfasst die folgenden Kapitel:

- 1. Kontext**
- 2. Notwendigkeit einer Änderung des SHG**
- 3. Erläuterung nach Artikeln**
- 4. Finanzielle und personelle Auswirkungen**

1. KONTEXT

In Artikel 12 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 (SR 101) heisst es ausdrücklich «Wer in Not gerät und nicht in der Lage ist, für sich zu sorgen, hat Anspruch auf Hilfe und Betreuung und auf die Mittel, die für ein menschenwürdiges Dasein unerlässlich sind». Die Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004 (SGF 10.1) schreibt in Artikel 36 Abs. 1 vor: «Wer in Not ist, hat Anspruch auf angemessene Unterkunft, medizinische Grundversorgung und weitere für ein menschenwürdiges Dasein unerlässliche Mittel». Nach dem Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SHG; SGF 831.0.1) gilt als bedürftig, «wer sich in sozialen Schwierigkeiten befindet oder für seinen Lebensunterhalt nicht hinreichend oder nicht rechtzeitig aus eigenen Mitteln aufkommen kann». Eine der Aufgaben der Sozialhilfebehörden (Art. 20 Abs. 1 und Art. 21 Abs. 2 SHG) besteht darin zu ermitteln, ob es sich im konkreten Fall um Bedürftigkeit beziehungsweise eine Notlage handelt, die eine materielle Hilfe rechtfertigt. Die diesbezüglichen Entscheide beruhen auf dem Grundsatz der Subsidiarität (Art. 5 SHG) und auf den Richtsätzen, nach denen die materielle Hilfe bemessen wird und die vom Staatsrat in Berücksichtigung der Richtsätze der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe (SKOS) erlassen werden.

In den letzten Jahren hat die Sozialhilfe eine beträchtliche Entwicklung erfahren. Mehrere Revisionen im Sozialversicherungsbereich führten zu einem Lastentransfer an die Sozialhilfe, obwohl diese grundsätzlich nur subsidiär zum Zuge kommen sollte. Aus diesem Grund muss sich die Sozialhilfe mit immer komplexeren Fällen befassen, und dies macht den Kontrollprozess schwieriger. Infolgedessen muss das Sozialhilfedispositiv angepasst werden, damit eine bessere Begleitung und eine geeignete Betreuung sichergestellt, gleichzeitig aber Betrug verhindert wird.

Indem der Grosse Rat das Postulat Nr. 2033.08 von Grossrat Eric Collomb und die Motion Nr. 1055.08 von Grossrat Stéphane Peiry nahezu einstimmig erheblich erklärte, stellte er sich hinter die Absicht des Staatsrats, sich die Mittel zur Verhinderung und Bekämpfung von

Sozialhilfemissbrauch zu verschaffen sowie die Übermittlung und Erhebung von Informationen bei den kantonalen Instanzen zu erleichtern, so dass die Einkünfte und der Bedarf der um Sozialhilfe ersuchenden Personen überprüft werden können.

Die teilweise Änderung des SHG konzentriert sich einzig und allein auf die Festlegung der Mittel zur Verhinderung und Bekämpfung des Sozialhilfemissbrauchs. Daneben hat der Staatsrat beschlossen, die Arbeiten für eine Modernisierung des gesamten Sozialhilfedispositivs an die Hand zu nehmen. Jene Arbeiten werden den organisatorischen und den strukturellen Bereich berühren.

Die vorliegende Änderung bezweckt Folgendes:

- Legitimierung der Intervention des Revisors und des Inspektors in der Kantonsverwaltung, so dass sie ihre jeweils eigenen Revisions- und Inspektionsaufgaben im Sozialhilfebereich wahrnehmen können, und Festlegung ihrer jeweiligen Tätigkeitsgebiete;
- Verstärkung des Grundsatzes der Subsidiarität und der Rückzahlbarkeit der Sozialhilfe sowie der schon bestehenden Kontrollmittel;
- Genauere Ausgestaltung des heutigen kantonalen Rechts in Bezug auf die Erhebung und Übermittlung von Informationen unter dem Aspekt der Gesetzgebung über den Datenschutz;
- Genauere Ausgestaltung des heutigen kantonalen Rechts in Bezug auf die Anzeige von strafbaren Handlungen.

2. NOTWENDIGKEIT EINER ÄNDERUNG DES SHG

Die Arbeiten der Direktion für Gesundheit und Soziales für ein Konzept der Verhinderung und Bekämpfung von Sozialhilfemissbrauch erforderten die Prüfung der im Zusammenhang stehenden kantongesetzlichen Grundlagen. Dabei handelt es sich um die Gesetzgebung über den Datenschutz, die Sozialhilfegesetzgebung jener Kantone, die schon über Untersuchungsdienste verfügen, sowie die Bundesgesetzgebung, die Fragen der Überwachung und Inspektion im Bereich der Sozialversicherungen und des Arbeitsrechts thematisiert.

Die Prüfung des SHG anhand dieser Elemente zeigte, dass das heutige Gesetz schon weitgehend den verlangten Standards entspricht: Grundsätze für die Auskunftspflicht der Gesuchstellerinnen und Gesuchsteller (Art. 24 a SHG), Revisionsarbeiten (Art. 21 Abs. 4 SHG), Datenerhebung zwecks Prüfung der Subsidiarität (Art. 18a, 24 und 25 SHG) und Datenschutz (Art. 28 SHG).

Immerhin wurden bestimmte Lücken festgestellt. Namentlich sieht – abgesehen von den Bestimmungen des Gesetzes vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1; Art. 6 Abs. 1 Bst. c und Abs. 2, 45 und 46) – keine gesetzliche Grundlage eine Reglementierung der Inspektion im Sozialhilfebereich vor. Daher machen die folgenden Punkte eine teilweise Änderung des SHG erforderlich:

1. Voraussetzungen für die praktische Umsetzung der Revision und Inspektion der Sozialhilfedossiers;
2. Kompetenzen der mit der Revision und Inspektion betrauten Dienststellen und Personen;

3. Erhebung und Übermittlung der für diese Arbeiten nötigen Informationen und Übermittlung der Interventionsfolgen;
4. Festlegung der Instanzen, die für die Anzeige von Straftaten zuständig sind;
5. Klärung und Verstärkung der Grundsätze von Subsidiarität und Rückzahlbarkeit der Sozialhilfe; dabei geht es namentlich um die gesetzliche Abtretung von Ansprüchen im Fall rückwirkender Auszahlungen von Leistungen der Sozialversicherungen, der Ausgleichskassen oder von Seiten Dritter.

2.1 Voraussetzungen

Damit die im Gesetz vom 25. November 1994 über den Datenschutz (DSchG; SGF 17.1) aufgeführten Grundsätze der Zweckbindung und Verhältnismässigkeit (Art. 5 und 6 DSchG) gewahrt bleiben, muss unbedingt festgelegt werden, zu welchem Zweck und unter welchen Voraussetzungen die Revisions- und Inspektionsarbeiten getätigt werden.

Nach dem Grundsatz der Zweckbindung bezwecken die Revision und die Inspektion die Feststellung und Überprüfung, ob die Voraussetzungen für den Sozialhilfebedarf nach Artikel 3 SHG und die für die Subsidiarität (Art. 5 SHG) geltenden Vorschriften erfüllt sind. Personendaten werden nur zu diesem oder einem sinnvollen Zweck bearbeitet.

Nach dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit werden die zu diesem Zweck bearbeiteten Daten in erster Linie bei den betroffenen Personen selber erhoben (Art. 24 SHG). Wenn aber die nach Artikel 20 und 21 SHG zuständigen Behörden zur Ansicht gelangen, dass die Gesuchstellerin oder der Gesuchsteller der Auskunftspflicht nach Artikel 24 Abs. 1 und 3 unzureichend oder schlecht nachkommt, können sie von Amts wegen die nötigen Abklärungen vornehmen. Es ist angebracht, diesen Grundsatz in der Änderung des Gesetzes klarzustellen und zu präzisieren, dass die Kontrollen der Sozialhilfedossiers demzufolge eine Ersatzmassnahme darstellen, die dann zum Zug kommt, wenn Zweifel daran bestehen, ob die Voraussetzungen für die Erteilung, die Verweigerung, die Änderung, die Aufhebung oder die Rückerstattung der materiellen Hilfe erfüllt sind.

2.2 Kompetenzen

Nach Artikel 21 Abs. 4–6 SHG liegt die Aufsichtsbefugnis im Sozialhilfebereich beim Kantonalen Sozialamt (KSA). Das KSA beteiligt sich an der Koordination der Sozialdienste und wacht darüber, dass die Gemeinden, die Sozialdienste und die Sozialkommissionen ihren Aufgaben im Sozialhilfebereich nachkommen.

Der Staatsrat hat vor, auf zwei weitere Weisen den Sozialhilfemissbrauch zu verhindern und zu bekämpfen. Zum einen handelt es sich darum zu überprüfen, ob die Sozialhilfe-Richtsätze korrekt angewendet werden, um die Erteilung nicht zustehender Leistungen zu bekämpfen. Zum anderen handelt es sich um Abklärungen im Umfeld der Bezügerinnen und Bezüger, vor allem wenn Verdacht auf betrügerischen Sozialhilfemissbrauch besteht. Es handelt sich also um zwei unterschiedliche Aufgaben. Demgemäss sieht der Änderungsentwurf vor, dass spezialisierte Mitarbeitende des KSA – eine Revisorin oder ein Revisor und eine Sozialinspektorin oder ein Sozialinspektor – die

jeweiligen Revisions- beziehungsweise Abklärungsaufgaben wahrnehmen.

Es ist wichtig, dass die Revisions- und Abklärungsarbeiten von qualifiziertem Personal im Staatsdienst wahrgenommen werden. Die Bekämpfung des Sozialhilfemissbrauchs liegt im Interesse sowohl der Bezügerinnen und Bezüger als auch der Akteure des Sozialhilfedispositivs beziehungsweise des Sozialwesens. Auf dem Spiel steht die Glaubwürdigkeit des Handelns der öffentlichen Hand und des Sozialstaates. Diese Massnahmen gewährleisten eine Gleichbehandlung unter den Sozialdiensten: Sie alle können von den Dienstleistungen der Revisorin bzw. des Revisors und der Sozialinspektorin bzw. des Sozialinspektors Gebrauch machen, unabhängig von ihrer Grösse und den Mitteln, die sie zur Verfügung haben.

In Berücksichtigung der Tatsachen, dass die Verwaltungsbehörde von Amts wegen den rechtserheblichen Sachverhalt feststellt und die entsprechenden Abklärungen vornimmt (Art. 45 VRG), dass die Entscheide über die (unter Artikel 7 SHG fallenden) Sozialhilfe beantragenden oder beziehenden Personen von den Sozialkommissionen gefällt werden und dass die Untersuchung und Verwaltung der Dossiers den Sozialdiensten obliegt, muss das Gesetz dahin gehend geändert werden, dass die Sozialinspektorin oder der Sozialinspektor den rechtserheblichen Sachverhalt feststellen und die ihr oder ihm obliegenden Abklärungen durchführen kann.

Die zuständigen Behörden können sich an die Sozialinspektorin oder den Sozialinspektor wenden, wenn sie Verdacht auf Betrug hegen oder zum Schluss kommen, dass sie unzureichend oder schlecht über die Situation von Sozialhilfe beantragenden oder schon beziehenden Personen informiert worden sind. Nach dem SHG handelt es sich bei diesen Behörden um die Direktion, den Sozialdienst, die Sozialkommission und das KSA.

2.3 Erhebung und Übermittlung von Daten

Mit Rücksicht auf die besondere persönliche Situation der eine Sozialhilfe beantragenden oder beziehenden Personen muss im Gesetz klargestellt werden, dass die einschneidendsten Beweismittel nur beschränkt herangezogen werden dürfen (C. BREITSCHMID, Verfahren und Rechtsschutz, Grundzüge des Verwaltungsverfahrens, Rechts- und Datenschutz, in C. HÄFELI (Hg.), Das Schweizerische Sozialhilferecht, S. 343 ff.). Daher ist zu präzisieren, dass die Sozialinspektorin oder der Sozialinspektor ihre bzw. seine Aufgaben im Rahmen des Gesetzes ausübt und dass sich dieser Rahmen nach den Grundsätzen der Zweckbindung und der Verhältnismässigkeit im Sinne der Gesetzgebung über den Datenschutz bestimmt.

Weil die Personendaten im Zusammenhang mit den Massnahmen der sozialen Hilfe besonders schützenswert sind (Art. 3 Bst. c 3 DSchG) und in Anbetracht der in der Motion Nr. 1055.08 genannten Schwierigkeiten, auf welche die Abklärungen zwecks Ermittlung des Sozialhilfebedarfs und der Subsidiarität der gewährten Sozialhilfe stossen, müssen die Bestimmungen über die Auskunftspflicht angepasst, klar umrissen und verstärkt werden.

Die Behörden für den Vollzug des SHG müssen die nötigen Informationen einholen können, wenn sie glauben, unzureichend oder schlecht über die persönliche oder finanzielle Situation von Personen, die Sozialhilfe beantragen, beziehen oder bezogen haben, unterrichtet zu sein.

Über die gesetzlichen Bestimmungen hinaus müssen die Modalitäten eines solchen Vorgehens genau festgelegt werden, das heisst die Zweckbindung der Datenerhebung, die Kategorien der erhobenen Daten, die Instanzen, die sich die Daten verschaffen sowie diejenigen, die sie weitergeben dürfen. Unter diesen Voraussetzungen ist in konkreten Einzelfällen die Erhebung von Informationen von Amts wegen oder auf Antrag annehmbar und möglich.

2.4 Strafbestimmungen

Die vorliegende Revision sieht auch eine Anpassung der Strafbestimmungen in diesem Zusammenhang vor.

Heute kann eine Strafklage von der zuständigen Behörde eingereicht werden (Art. 20 und 21 SHG). Die neuen Bestimmungen sehen ausdrücklich vor, dass künftig sowohl die Sozialkommission als auch der regionale Sozialdienst und das Kantonale Sozialamt einen Sozialhilfemissbrauch bei den Strafverfolgungsbehörden anzeigen können, wobei einzig und allein die Letzteren für die Beurteilung der begangenen Straftat zuständig sind. Auch wenn der Sozialhilfemissbrauch einer schwereren und auch von Amts wegen verfolgten strafbaren Handlung gleichgestellt werden kann (Betrug), wird nach den üblichen Verfahrensvorschriften (auch im Hinblick auf das neue Schweizerische Strafgesetzbuch) nach wie vor eine Strafanzeige ausreichen. Darüber hinaus ist es wichtig, dass die Anzeige von einem Sozialdienst oder von der Sozialkommission ausgeht, um die Person der Sozialarbeiterin oder des Sozialarbeiters bestmöglich zu schützen.

2.5 Verstärkung der Grundsätze von Subsidiarität und Rückzahlbarkeit

Mit den heutigen gesetzlichen Grundlagen (Art. 29 Abs. 4 SHG und Art. 18 Abs. 2 ARSHG) kann nicht immer erreicht werden, dass eine Sozialhilfe, mit der namentlich Sozialversicherungsleistungen bevorschusst wurden, in der Folge rückerstattet wird.

Die teilweise Änderung des Gesetzes klärt die Bestimmungen über die Abtretung von Ansprüchen in der Sozialhilfe [siehe zum Beispiel ad Art. 85^{bis} der Verordnung über die Invalidenversicherung (IVV; SR 830.201)]. Darüber hinaus wird vorgeschlagen, die Eintragung einer gesetzlichen Grundpfandverschreibung in das Gesetz aufzunehmen, um die Sozialhilfe-Rückerstattung von Personen zu garantieren, die Immobilieneigentümer sind oder werden.

3. ERLÄUTERUNG NACH ARTIKELN

Vorbemerkung

Im Folgenden werden nur die Änderungen von materieller Tragweite erläutert.

Artikel 21a b) Revision

Die mit der Revision betraute Person wacht über die korrekte Anwendung der Sozialhilfegesetzgebung sowie über die ordnungsgemässe Verwendung der Mittel, die vom Kanton und von den Gemeinden für Sozialhilfeszwecke gewährt werden. Die Überprüfungen sind sodann Gegenstand eines detaillierten Berichts, der die kontrollier-

ten Dokumente, die allenfalls festgestellten Fehler und die Folgen der Intervention aufführt. Der Bericht wird der betroffenen Sozialkommission und dem betroffenen Sozialdienst zugestellt.

Artikel 21b c) Inspektion

Bevor der Sozialdienst die Intervention der für die Inspektion zuständigen Person beantragt, sorgt er dafür, dass die nötigen Informationen direkt bei der betreffenden Person eingeholt werden, so wie dies heute geschieht. Der Sozialdienst zieht also nur dann die Inspektorin oder den Inspektor hinzu, wenn er bezweifelt, dass die Voraussetzungen für die Erteilung einer beantragten oder schon erteilten materiellen Hilfe erfüllt sind, ohne dass er dies selber überprüfen kann, oder dass die materielle Sozialhilfe zweckmässig verwendet wird.

Personen, die Sozialhilfemissbrauch betreiben, tun dies meistens, indem sie die zuständige Behörde namentlich in Bezug auf ihre finanziellen Mittel, ihre Ausgaben, ihren Zivilstand und ihre häuslichen Umstände sowie ihre Arbeits- und Verdienstmöglichkeiten irreführen. Demzufolge wird die mit der Inspektion betraute Person ihre Tätigkeit auf diese Punkte konzentrieren. In der Folge ist es am KSA, die Missbräuche den für die Sozialhilfe zuständigen Behörden zu melden.

Die Abklärung der Sozialinspektorin oder des Sozialinspektors untersteht den Grundsätzen der Verhältnismässigkeit und der Zweckbindung. Somit müssen die unternommenen Schritte verhältnismässig sein und dem verfolgten Zweck entsprechen: Es handelt sich darum zu überprüfen, ob eine Person wirklich bedürftig ist und ob die Voraussetzungen für die Erteilung materieller Hilfe erfüllt sind. Zu verhüten ist eine unnötige Einmischung in die Privatsphäre von Personen, die Gegenstand einer Abklärung sind. Die mit der Inspektion betraute Person muss sich also für die Einholung der nötigen Auskünfte immer an die Grundsätze der Verhältnismässigkeit und der Zweckbindung halten. So wird sie danach trachten, nur dann auf die Befragung Dritter, eine Beschattung der Person oder andere Formen der Überwachung zurückzugreifen, wenn die Situation auf keine effizientere Weise abgeklärt werden kann. Darüber hinaus ist die mit der Inspektion betraute Person an die Einhaltung der geltenden Gesetze gebunden.

Das Amt kann die Schlussfolgerungen des Inspektionsberichts nur dann an weitere Staatsdienste weiterleiten, wenn ein Missbrauch wirklich erwiesen ist.

Die des Sozialhilfemissbrauchs verdächtige Person muss über die Schlussfolgerungen des Berichts informiert werden, bevor die Sozialhilfebehörde eine Verfügung gegen sie trifft. Damit soll das Recht der Person auf Gehör gewahrt werden, namentlich auch ihr Recht auf Einsicht in ihr Dossier.

Artikel 22 Abs. 3

Die Direktion erlässt ein Konzept, mit dem der Rahmen für die Umsetzung der Revision und der Inspektion abgesteckt wird. Aufgrund des Pflichtenheftes jeder der beiden Funktionen und in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung über den Datenschutz wird dieses Konzept die Mittel festlegen, über welche die Revisorin bzw. der Revisor und die Inspektorin bzw. der Inspektor verfügen, um ihre Arbeit auszuführen und die Staatsdienste über ihre jeweiligen Kompetenzen zu informieren.

Artikel 24 Abs. 4

Da der Artikel 25 SHG nicht systematisch gegenüber allen Personen geltend gemacht werden kann, die Träger nützlicher Informationen sind (namentlich nicht gegenüber dritten Privatpersonen oder solchen mit Wohnsitz ausserhalb des Kantons), ist es notwendig, im Gesetz den Sozialdiensten die Möglichkeit zu geben, Personen, die Sozialhilfe beantragen oder beziehen, eine Vollmacht unterzeichnen zu lassen. Jedoch muss die Vollmacht von beschränktem Umfang sein, so dass die Sozialdienste aufgrund dieses Dokuments nur Informationen verlangen können, die zur Ermittlung oder Überprüfung der finanziellen Mittel, der laufenden Ausgaben, des Zivilstands und der häuslichen Umstände sowie der Arbeits- und Verdienstmöglichkeiten der betreffenden Personen erforderlich sind. Darüber hinaus sei daran erinnert, dass eine solche Vollmacht jederzeit widerrufen werden kann.

Artikel 25 Abs. 1 und 2

Dieser Artikel bildet eine ausreichende gesetzliche Grundlage im Sinne von Artikel 9 und 10 des kantonalen Gesetzes über den Datenschutz, so dass die mit der Anwendung des Sozialhilfegesetzes betrauten Behörden bei der Prüfung, ob die Voraussetzungen für die Erteilung der materiellen Hilfe erfüllt sind, Personendaten einholen und mitteilen können. Somit können die Staatsdienste, Gemeinden, Sozial- oder Privatversicherungen es nicht unter dem Vorwand des Datenschutzes ablehnen, den mit der Anwendung des Sozialhilfegesetzes betrauten Behörden (unentgeltlich) Auskünfte über im Verdacht des Missbrauchs stehende Personen zu erteilen, die eine materielle Hilfe beantragen, beziehen oder bezogen haben.

Artikel 29 Abs. 4

Dank der gesetzlich verankerten Abtretung von Ansprüchen wird sich der zuständige Sozialdienst direkt an die Sozial- oder Privatversicherungen sowie die Ausgleichskassen wenden können, um Leistungen ausbezahlt zu bekommen, die rückwirkend ausgerichtet werden und dazu bestimmt sind, einen Erwerbsausfall zu decken, der schon ganz oder teilweise durch eine materielle Hilfe gedeckt worden ist.

Artikel 31 Abs. 1

Um die Rückerstattung der materiellen Hilfe zu gewährleisten, die Eigentümerinnen oder Eigentümern einer Liegenschaft erteilt worden ist, sieht der neue Artikel 31 Abs. 1 SHG vor, dass die zuständige Sozialhilfebehörde die Möglichkeit hat, die Eintragung eines gesetzlichen Grundpfands im Sinne von Artikel 836 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (ZGB) auf diese Liegenschaft ins Grundbuchregister zu verlangen. Eine solche Eintragung kann so lange erfolgen, als die Forderung noch nicht verjährt ist. Ab der Eintragung des Grundpfands unterliegt die Forderung keiner Verjährung mehr (Art. 807 ZGB).

Die Eintragung ins Grundbuchregister rechtfertigt sich wegen des Risikos, das ein gesetzliches Grundpfand für einen gutgläubigen Käufer darstellt.

Der Artikel 31 Abs. 2 SHG präzisiert den Artikel 29 SHG, der Artikel 31 Abs. 3 SHG den Artikel 30 SHG.

Artikel 37a

In der Praxis ist es mehrmals vorgekommen, dass sich Sozialkommission und Sozialdienst fragen, wer dafür zuständig ist, gegen jemanden Strafklage einzureichen, der Sozialhilfemissbrauch betreibt. In Anbetracht dessen, dass nach Artikel 335 des Schweizerischen Strafgesetzbuches (StGB) die Sanktion hier nur vom kantonalen Recht vorgesehen ist, erscheint eine Strafanzeige ausreichend. Somit können sowohl die Sozialkommission als auch der regionale Sozialdienst oder das Kantonale Sozialamt einen Fall von Missbrauch bei den Strafverfolgungsbehörden anzeigen. Aus Gründen der Vertraulichkeit und Sicherheit muss vermieden werden, dass die Anzeige durch die Person erfolgt, die das Dossier beim zuständigen Sozialdienst betreut. Sobald die Anzeige an die Strafverfolgungsbehörden gelangt ist, verfügen diese über eigene Untersuchungsmittel, die mit denjenigen der Sozialinspektorin oder des Sozialinspektors nicht vergleichbar sind. Zudem ist es ausschliesslich Sache der Strafverfolgungsbehörde zu beurteilen, welcher Art die verfolgte Straftat ist (Sozialhilfemissbrauch, Betrug usw.). Wenn die strafbare Handlung nur unter den Artikel 37a SHG fällt, verjähren die Strafverfolgung und die Strafe in drei Jahren (Art. 109 StGB).

4. FINANZIELLE UND PERSONNELLE AUSWIRKUNGEN

Der Änderungsentwurf, insbesondere die effektive Umsetzung der Interventionsbefugnisse für die wirksame Verhinderung und Bekämpfung des Sozialhilfemissbrauchs bringen neue Aufgaben für das Kantonale Sozialamt mit sich.

Künftig müssen die Sozialhilfedossiers in regelmässigen Abständen einer Revision unterzogen werden und müssen Abklärungen stattfinden, wenn Zweifel daran bestehen, ob die Voraussetzungen für die Erteilung, Verweigerung, Änderung, Aufhebung oder Rückerstattung einer materiellen Hilfe erfüllt sind.

Die neuen Bestimmungen rechtfertigen demzufolge den bereits getroffenen Entschluss, den Personalbestand des KSA aufzustocken. Diese Personalaufstockung beträgt 0,5 VZE für die Revisoren- und 1 VZE für die Sozialinspektorenstelle. Anhand eines Evaluationszeitraums wird man beurteilen können, ob die Personaldotierung in der Folge noch einmal geändert werden muss.

Loi

du

modifiant la loi sur l'aide sociale (révision et inspection des dossiers des bénéficiaires)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 9 décembre 2009;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

La loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (LASoc; RSF 831.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 21 titre médian

Service

a) En général

Art. 21a (nouveau) b) Révision

¹ Le Service [*celui de l'action sociale*] procède périodiquement à des travaux de révision des dossiers des bénéficiaires.

² La révision a pour objet la vérification de la bonne application des normes et des lois régissant l'aide sociale ainsi que de la bonne utilisation des ressources allouées dans ce domaine par l'Etat, les communes ou la Confédération.

Gesetz

vom

zur Änderung des Sozialhilfegesetzes (Revision und Inspektion der Sozialhilfedossiers)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 9. Dezember 2009;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SHG; SGF 831.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 21 Artikelüberschrift

Amt

a) Allgemeines

Art. 21a (neu) b) Revision

¹ Das Amt [*das Sozialamt*] besorgt periodisch die Revision der Sozialhilfedossiers.

² Mit der Revision wird überprüft, ob die für die Sozialhilfe geltenden Gesetze und Richtsätze richtig angewandt und die vom Staat, den Gemeinden oder dem Bund erteilten Sozialhilfemittel zweckbestimmt verwendet werden.

³ Les vérifications effectuées sont contenues dans un rapport de révision détaillé qui fait état des pièces contrôlées, des erreurs constatées et des conséquences des vérifications. Ce rapport est remis par le Service à la commission sociale et au service social concernés, à l'Inspection des finances ainsi qu'à la Direction [*celle qui est en charge de l'aide sociale*].

Art. 21b (nouveau) c) Inspection

¹ Le Service procède à des travaux d'inspection des dossiers des bénéficiaires. Une inspection peut être réalisée d'office ou sur requête de la Direction, du service social, de la commission sociale ou du Service lui-même, afin qu'il soit vérifié que les conditions qui déterminent le besoin au sens de la présente loi sont remplies et que les prestations d'aide sociale sont utilisées conformément à leur but.

² L'inspection donne lieu à une enquête qui est soumise aux principes de proportionnalité et de finalité. L'enquête porte en particulier sur les éléments suivants:

- a) les ressources financières de la personne soupçonnée d'abus;
- b) ses charges courantes et ses autres dépenses;
- c) son état civil et sa situation domiciliaire;
- d) ses capacités de travail et de gain.

³ Les résultats de l'enquête sont consignés dans un rapport que le Service remet à l'autorité compétente en matière d'aide sociale ou à l'autorité ayant requis l'inspection.

⁴ Avant de prendre une décision, l'autorité compétente en matière d'aide sociale communique les conclusions du rapport à la personne concernée, en lui impartissant un délai pour lui permettre de se déterminer. Le rapport est versé au dossier de cette personne.

⁵ Lorsqu'un abus d'aide sociale est constaté, le Service transmet les conclusions du rapport à d'autres services de l'Etat touchés par cet abus.

⁶ Le rapport d'activité de la Direction fait état des résultats obtenus par les inspections.

³ Über die durchgeführten Revisionen wird ein detaillierter Bericht erstellt; dieser führt die kontrollierten Dokumente, die festgestellten Mängel und die Auswirkungen der Überprüfungen auf. Das Amt sendet den Revisionsbericht an die betroffene Sozialkommission und den betroffenen Sozialdienst, an das Finanzinspektorat und die Direktion [*diejenige, die für die Sozialhilfe zuständig ist*].

Art. 21b (neu) c) Inspektion

¹ Das Amt besorgt die Inspektion der Sozialhilfedossiers. Eine Inspektion kann von Amts wegen oder auf Antrag der Direktion, des Sozialdienstes, der Sozialkommission oder des Amtes selber durchgeführt werden, um zu überprüfen, ob die Voraussetzungen für den Sozialhilfebedarf nach diesem Gesetz erfüllt sind und ob die Sozialhilfeleistungen zweckmässig verwendet werden.

² Bei der Inspektion wird eine Abklärung durchgeführt, die verhältnismässig sein und dem Zweck entsprechen muss. Abgeklärt werden insbesondere die folgenden Einzelheiten:

- a) finanzielle Mittel der Person, die des Missbrauchs verdächtig wird;
- b) ihre laufenden sowie andere Ausgaben;
- c) ihr Zivilstand und ihre häusliche Situation;
- d) ihre Arbeits- und Verdienstmöglichkeiten.

³ Die Ergebnisse der Abklärung werden in einem Bericht festgehalten, den das Amt der zuständigen Sozialhilfebehörde oder der Behörde übergibt, die die Inspektion verlangt hat.

⁴ Bevor die zuständige Sozialhilfebehörde einen Entscheid fällt, teilt sie die Schlussfolgerungen des Berichts der betroffenen Person mit und erteilt ihr eine Frist, innert der sie Stellung nehmen kann. Der Bericht wird in das Dossier dieser Person aufgenommen.

⁵ Wird ein Sozialhilfemissbrauch festgestellt, so übermittelt das Amt die Schlussfolgerungen des Berichts an weitere Staatsdienste, die von diesem Missbrauch berührt werden.

⁶ Die Ergebnisse der Inspektionen sind dem Tätigkeitsbericht der Direktion zu entnehmen.

Art. 22 al. 3 (nouveau)

³ Elle [la Direction] établit un concept qui fixe le cadre de la mise en œuvre des travaux d'inspection et de révision visés par les articles 21a et suivants.

Art. 24 al. 4 (nouveau)

⁴ En respectant les principes de proportionnalité et de finalité, le service social compétent peut faire signer au demandeur une procuration qui l'autorise à requérir lui-même auprès des communes, des services de l'Etat, des assurances sociales et privées, ainsi qu'auprès de tiers, les informations nécessaires concernant en particulier ses ressources financières, ses charges courantes, son état civil et sa situation domiciliaire ainsi que sa capacité de travail et de gain.

Art. 25 b) Communes et Etat

¹ Les autorités chargées d'appliquer la présente loi peuvent obtenir gratuitement auprès des communes, des services de l'Etat et des tiers les renseignements nécessaires pour établir le besoin, au sens de la présente loi, d'une personne qui demande ou reçoit une aide matérielle et qui ne respecte pas son obligation de renseigner ou dont les renseignements paraissent inexacts.

² A cette fin, des données personnelles sont communiquées aux autorités d'aide sociale, à leur demande, pour leur permettre de vérifier en particulier les ressources financières, les charges courantes, l'état civil et la situation domiciliaire ainsi que la capacité de travail et de gain des personnes concernées. Toute demande de renseignements doit respecter les principes de proportionnalité et de finalité.

Art. 29 al. 4

⁴ Le service social qui accorde une aide matérielle à titre d'avance sur les prestations des assurances ou de tiers tenus de verser des prestations est subrogé dans les droits du bénéficiaire, jusqu'à concurrence de l'aide matérielle accordée.

Art. 22 Abs. 3 (neu)

³ Sie [die Direktion] erstellt ein Konzept für den Rahmen, in dem die Revision und die Inspektion nach Artikel 21a ff. umgesetzt werden.

Art. 24 Abs. 4 (neu)

⁴ Unter Wahrung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit und der Zweckmässigkeit kann der zuständige Sozialdienst die um Sozialhilfe ersuchende Person eine Vollmacht unterzeichnen lassen, die ihn berechtigt, bei Gemeinden, Staatsdiensten, Sozial- und Privatversicherungen sowie Dritten selber die nötigen Informationen einzuholen, insbesondere über die finanziellen Mittel der Person, ihre laufenden Ausgaben, ihren Zivilstand und ihre häusliche Situation sowie ihre Arbeits- und Verdienstmöglichkeiten.

Art. 25 b) Gemeinden und Kanton

¹ Die mit der Anwendung des Gesetzes betrauten Behörden können bei Gemeinden, Staatsdiensten und Dritten unentgeltlich die Auskünfte erhalten, die erforderlich sind, um den nach diesem Gesetz anerkannten Sozialhilfebedarf von Personen zu ermitteln, die eine materielle Hilfe beantragen oder beziehen und die sich nicht an ihre Auskunftspflicht halten oder deren Auskünfte unrichtig zu sein scheinen.

² Zu diesem Zweck werden der Sozialhilfebehörde auf Verlangen Personendaten mitgeteilt, damit sie insbesondere die finanziellen Mittel, die laufenden Ausgaben, den Zivilstand und die häusliche Situation sowie die Arbeits- und Verdienstmöglichkeiten der betreffenden Personen überprüfen kann. Jedes Auskunftsgesuch muss verhältnismässig sein und dem Zweck entsprechen.

Art. 29 Abs. 4

⁴ Der Sozialdienst, der eine materielle Hilfe als Vorschuss auf Leistungen leistungspflichtiger Versicherungen oder Dritter gewährt, tritt bis in Höhe der erteilten materiellen Hilfe in die Ansprüche des Hilfeempfängers ein.

Art. 31 c) Garantie et prescription

¹ Les biens immobiliers d'une personne ayant bénéficié d'une aide matérielle sont grevés d'une hypothèque légale qui doit être inscrite au registre foncier et qui garantit le remboursement de l'aide matérielle accordée et des éventuels frais y relatifs. L'inscription de cette hypothèque est requise par le service social compétent.

² Le droit d'exiger le remboursement de l'aide matérielle se prescrit par dix ans à compter du dernier versement de l'aide accordée. En cas d'inscription d'une hypothèque, la prescription ne court pas.

³ Lorsque le bénéficiaire a induit en erreur le service social, le droit d'exiger le remboursement se prescrit par cinq ans dès que l'erreur a été constatée et, dans tous les cas, par dix ans à compter du dernier versement de l'aide accordée. Toutefois, si la cause du remboursement résulte d'un acte punissable, le délai de prescription de l'action pénale s'applique.

Art. 37a Dispositions pénales

¹ Est passible d'amende celui qui contrevient à son obligation de renseigner et celui qui, par des déclarations fausses, a obtenu illégalement une aide matérielle.

² La commission sociale, le service social régional ainsi que le Service de l'action sociale sont compétents pour dénoncer un abus d'aide sociale aux autorités de poursuite pénale.

³ Le code de procédure pénale est applicable.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 31 c) Garantie und Verjährung

¹ Das Immobilienvermögen von Personen, die eine materielle Hilfe erhalten haben, wird mit einem gesetzlichen Grundpfand belegt, das ins Grundbuch eingetragen werden muss und die Rückerstattung der erteilten materiellen Hilfe sowie der allenfalls damit verbundenen Kosten garantiert. Die Eintragung dieses Grundpfands wird vom zuständigen Sozialdienst verlangt.

² Der Anspruch auf Rückerstattung der materiellen Hilfe erlischt zehn Jahre nach der letzten Auszahlung der gewährten Hilfe. Bei Eintragung eines Grundpfands tritt keine Verjährung ein.

³ Hat der Hilfeempfänger den Sozialdienst irreführt, so erlischt der Anspruch auf Rückerstattung nach fünf Jahren vom Zeitpunkt der festgestellten Täuschung an gerechnet, jedenfalls aber zehn Jahre nach der letzten Auszahlung. Besteht der Grund für die Rückerstattung jedoch in einer strafbaren Handlung, so gilt die Frist für die Verjährung der Strafverfolgung.

Art. 37a Strafbestimmungen

¹ Wer gegen seine Auskunftspflicht verstösst oder aufgrund falscher Angaben zu Unrecht eine materielle Hilfe bezogen hat, wird mit Busse bestraft.

² Für die Anzeige eines Sozialhelfemissbrauchs bei den Strafverfolgungsbehörden sind die Sozialkommission, der regionale Sozialdienst und das Kantonale Sozialamt zuständig.

³ Es gilt die Strafprozessordnung.

Art. 2

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.